

# ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ

(Mle 06/IGI 1300)

NOM et prénom : .....  
Grade ou fonction : .....  
Service employeur : .....

## - 1<sup>er</sup> volet -

Je, soussigné(e), déclare :

- avoir été informé(e) de la décision prise à mon endroit.
- avoir pris **connaissance** de l'instruction générale interministérielle n° 1300 /SGDSN sur la protection du secret de la défense nationale, ainsi que des dispositions du code pénal citées en annexe à l'instruction ;
- être pleinement conscient(e) de mes **responsabilités** en ce qui concerne la sauvegarde des informations ou supports classifiés de la défense nationale.
- être informé(e) des **conséquences** prévues par la loi (en particulier les articles 121-2, 411-1 à 411-11, 413-9 à 413-12 et 414-7 à 414-9 du code pénal) et les règlements administratifs, notamment pour le cas où sciemment ou par négligence, je laisserais lesdites informations ou supports classifiés parvenir à des personnes non autorisées à en avoir connaissance.

En conséquence, je **m'engage à ne pas divulguer**, même après la cessation de mes fonctions, à des personnes non autorisées les informations ou supports classifiés dont j'aurai connaissance dans l'exercice de mes fonctions.

*NOM, qualité, signature de l'autorité compétente  
attestant que l'intéressé(e) a été informé(e) de ses responsabilités  
à l'égard de la protection des informations ou supports classifiés.*

A ....., le .....  
*signature de l'intéressé(e)*

## - 2<sup>ème</sup> volet - RAPPEL

A compter de la date de cessation des fonctions, pour lesquelles une décision d'habilitation aux informations ou supports classifiés de la défense nationale m'a été accordée, je **m'engage à ne pas divulguer** à des personnes non autorisées les informations ou supports classifiés dont j'ai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions et à **ne conserver** par-devers moi aucun document ou support classifié.

Je reconnais être informé(e) des **conséquences** prévues par la loi (en particulier les articles 121-2, 411-1 à 411-11, 413-9 à 413-12 et 414-7 à 414-9 du code pénal) et les règlements administratifs, notamment pour le cas où, sciemment ou par négligence, je porterais à la connaissance de personnes non autorisées, lesdites informations ou supports classifiés.

*NOM, qualité, signature de l'autorité hiérarchique compétente  
attestant que l'intéressé(e) a été informé(e) de ses responsabilités  
à l'égard de la protection des informations ou supports classifiés.*

A ....., le .....  
*signature de l'intéressé(e)*